



Direction d'école : des besoins très diversifiés

Le ministère de l'Éducation nationale a diligenté une enquête auprès de « OpinionWay » sur la direction d'école. Sur les quelque 45 500 directrices et directeurs d'école, 29 007 ont répondu au questionnaire en ligne, durant la seconde quinzaine de novembre. Le 7 janvier quelques résultats ont été présentés à la presse et aux organisations syndicales.

La très grande majorité (86 %) des directeurs-directrices d'école ont demandé à l'être et 7 sur 10 d'entre eux ont plus de cinq ans dans la fonction, ce qui témoigne de l'intérêt qu'ils portent au "suivi collectif des élèves" et au "pilotage pédagogique de l'équipe" (83 et 74 %), mais ils consacrent une bonne part de leur temps au fonctionnement

Administratif de l'école, ce qui n'est au cœur de leur métier que pour 28% d'entre eux. C'est pourquoi le ministre a demandé à son administration "d'avancer vite" sur l'allègement des tâches administratives, dans l'esprit du moratoire sur les questionnaires décidés après le suicide de Christine Renon.

A la question "quels seraient pour vous les mots qui caractériseraient l'exercice de leur métier", ils répondent d'abord "polyvalence" et "responsabilité", mais viennent assez vite derrière "surcharge de travail", "chronophage", "stress, fatigue". Ils sont près de neuf sur dix à se plaindre d'être "souvent interrompus", alors qu'ils sont en classe, pour "répondre à une sollicitation liée à leur fonction de direction". Les points qui les préoccupent : Gérer les accès à l'école aux entrées et sorties, répondre au téléphone, traiter les messages électroniques, faire les photocopies.

Alors que 54 % des répondants n'ont jamais bénéficié d'un "module de formation liée à leur fonction", ils ont besoin (54 %) de mieux connaître le droit et la réglementation et d'être formés (35 %) à la gestion de conflits entre adultes. Ces deux réponses donnent à imaginer les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

À 80 %, ils estiment que l'équipe de circonscription est "réactive" quand ils sont "dans une situation de besoin" (18 % sont d'un avis contraire), à 64 % qu'ils peuvent compter sur les services municipaux, à 55 % sur leurs "collègues enseignants". Ils sentent leur autorité reconnue par les personnels non enseignants (89 %), par leur inspecteur et par les élus, plus que par les enseignants (79 %).

Ce qu'ils souhaitent : 87% veulent être décisionnaires sur l'utilisation des 108 heures "dégagées par la réforme Sarkozy-Darcos des rythmes scolaires, "bénéficiaire de réunions régulières d'échange" avec d'autres directeurs d'école, "être davantage associés au pilotage des actions mises en place au niveau de la circonscription. Ils ne sont que 25 % à souhaiter être associés "à l'évaluation des professeurs de leur école" mais sans statut de chef d'établissement (moins de 10 % souhaiteraient l'avoir).

Questionné sur l'accompagnement des directeurs d'école par leur hiérarchie, le DGESCO rappelle que huit sur dix jugent que la circonscription est réactive, qu'un plan de formation des IEN est mis en œuvre, mais aussi que ces personnels pourront s'adresser à un GRH de proximité. Il conviendrait de créer les espaces de discussion entre pairs qu'ils sont 83% à souhaiter.

En savoir plus : <https://www.education.gouv.fr/cid148245/synthese-dela-consultation-des-directrices-et-directeurs-d-ecole.html>